

Rwanda : Mélenchon approuve les propos de Macron, Le Pen critique une «repentance perpétuelle»

Emmanuel Macron a reconnu jeudi à Kigali des «responsabilités» de la France dans le génocide des Tutsi de 1994 au Rwanda, mais il n'a pas présenté d'excuses et a récusé toute complicité volontaire.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,


Mis à jour il y a 1 heure




Emmanuel Macron et son homologue rwandais, Paul Kagame, jeudi 27 mai. LUDOVIC MARIN / AFP

Le chef de file des Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a dit jeudi 27 mai «partager» la reconnaissance par le président Emmanuel Macron des «responsabilités» de la France dans le génocide rwandais, à rebours de la cheffe du RN Marine Le Pen qui critique la «repentance perpétuelle». Emmanuel Macron a reconnu jeudi à Kigali des «responsabilités» de la France dans le génocide des Tutsi de 1994 au Rwanda mais il n'a pas présenté d'excuses et a récusé toute complicité volontaire.

«*Nous partageons la formulation du président français*» quand il dit notamment qu'«*en ignorant les alertes des plus lucides observateurs la France endossait alors une responsabilité accablante*» dans le génocide, ont écrit sur Facebook Jean-Luc Mélenchon, candidat à l'Elysée, et le député LFI Bastien Lachaud, qui demandent en outre que «*les responsables notoires du génocide des tutsis qui vivent encore en France soient jugés pour leurs crimes*» et une «*prolongation de l'enquête sur les criminels qui ont abattu l'avion*» transportant les deux anciens présidents du Rwanda Juvénal Habyarimana et du Burundi Cyprien Ntaryamira.



Jean-Luc Mélenchon
il y a 7 heures



Rwanda : une étape vers la vérité

Sans exprimer aucun soutien au régime autoritaire de monsieur Paul Kagame au Rwanda, ni rien oublier de l'ensemble des événements qui ont eu lieu, du génocide au Rwanda aux massacres en RDC ensuite, nous partageons la formulation du président français Emmanuel Macron pour les phrases suivantes : « En s'engageant dès 1990 dans un conflit où elle n'avait aucune antériorité, la France n'a pas su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en gar... [Afficher la suite](#)

1,1 K 77 297

«*Admettre les responsabilités du gouvernement français de l'époque au Rwanda est une chose très importante. Tirer les leçons pour l'avenir dans nos relations avec l'Afrique en est une autre qui l'est tout autant*», soulignent les deux élus insoumis.

À VOIR AUSSI – Rwanda: le discours de Macron a «plus de valeur que des excuses», selon le président rwandais

La France «respectée quand elle se grandit, pas quand elle s'abaisse», selon Le Pen

La présidente du Rassemblement national et candidate à l'Élysée Marine Le Pen a pour sa part estimé dans un communiqué que la France était *«respectée quand elle se grandit, pas quand elle s'abaisse»*, *«quand elle se flagelle pour des fautes qui ne sont pas les siennes»* ou *«par une repentance perpétuelle qui ne satisfait personne»*. La dirigeante d'extrême droite admet qu'il y a eu un *«aveuglement des autorités politiques de l'époque, certainement»*, mais *«responsabilité dans les massacres, non»*. *«Dire le contraire comme le fait le président de la République, c'est faire injure à tous les Français»* qui ont *«tout tenté pour sauver et protéger les victimes»*, selon elle.

L'écologiste Sandrine Rousseau a jugé sur Twitter que *«les excuses s'imposent, tout comme la reconnaissance du passé colonial délétère dont nous sommes responsables»*. L'ancien premier ministre Manuel Valls a salué des *«mots forts et courageux. Pour la vérité et la concorde»*.

Le député LREM Hervé Berville, originaire du Rwanda, a salué sur FranceInfo un discours de *«réconciliation»* qui *«permet d'envisager de construire un avenir plus serein»*. Il a estimé que *«des excuses, c'est dérisoire pour un génocide qui fait plus d'1 million de morts»* et souligné l'importance d'un *«travail de pardon»*. Il a aussi considéré comme *«indispensable»* de juger les génocidaires qui vivaient en France, qui fait partie de sa *«dette»* à l'égard du Rwanda. *«Comment voulez-vous faire ce travail de réconciliation, de rapprochement, que les mémoires des rescapés soient apaisées quand ils peuvent se dire qu'au détour d'une rue (...) ils peuvent être nez à nez avec un génocidaire ?»*.

À VOIR AUSSI – Emmanuel Macron veut *«écrire une nouvelle page»* avec le Rwanda

Emmanuel Macron a été «courageux»

Hubert Védrine, qui était le secrétaire général de l'Élysée à l'époque du génocide rwandais, a salué le fait qu'Emmanuel Macron récusé à Kigali toute *«complicité»* de la France, et a admis une responsabilité *«collective»* dans le drame. *«Il y a une responsabilité collective dont la France prend sa part. (...) Il y a une responsabilité de l'ensemble de ceux qui n'ont rien vu, qui n'ont pas compris dès 1990 le risque énorme, de ceux qui n'ont pas voulu après (les accords signés en 1993 à) Arusha qu'il y ait une force internationale pour consolider les accords obtenus grâce à la présence de la France, et de ceux qui ont beaucoup tardé, au moment du génocide, à*

donner l'accord au Conseil de sécurité pour qu'on puisse revenir», a affirmé sur Radio J l'ancien secrétaire général de l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand, de mai 1991 à mai 1995.

Pour Hubert Védrine, Emmanuel Macron a été *«courageux à Kigali de ne pas reprendre les accusations les plus délirantes contre la France des dernières années (de) complicité»* et son discours a été à cet égard *«assez mesuré, assez pondéré»*. *«Je ne dis pas que je suis d'accord avec chaque ligne mais c'est plutôt bien de sa part de ne pas reprendre la surenchère des attaques»,* a-t-il dit.

À VOIR AUSSI – «La France a été aveugle»: un rapport pointe les «responsabilités accablantes» de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda